

Le CME est une forme supérieure du mode de production capitaliste en ce qu'il utilise systématiquement " la puissance de l'Etat, le pouvoir concentré de la société qu'elle représente."

Il est imposé aux monopoles par les forces ouvrières et démocratiques; celles-ci imposent des transformations démocratiques dans le cadre du capitalisme (sécurité sociale, nationalisations de certaines banques et des et industrie de base) pour lutter contre le malthusianisme des trusts et développer la production dans des conditions pacifiques".\*

La nature anti-démocratique du CME s'exprime par la collusion Etat-monopoles, le premier étant subordonné aux intérêts des seconds. Dès lors, l'alternative de progrès à cette politique est constituée par le programme de nationalisations démocratiques.

"LES nationalisations ont une importance décisive dans la mesure où elles s'attaquent à la racine même (!) de la puissance des monopoles"\*\*. Les nationalisations sont la forme démocratique de la concentration rendue nécessaire par le développement des forces productives. Elles constituent un facteur essentiel de croissance économique et de progrès social parce qu'elles mettent la satisfaction des besoins sociaux au centre de leurs objectifs, leurs objectifs définissent leur contenu démocratique. Enfin les représentants élus des travailleurs peuvent jouer un rôle actif, dont l'efficacité est directement fonction de leur connaissance des besoins réels des travailleurs et de la force qu'ils représentent pour imposer la prise en considération".\*\*

## B) Critique

Remarquons d'abord que la définition du CME se situe au niveau de la superstructure (§ 1) et à celui de la sphère de la circulation (§ 2), il ne correspond par conséquent pas à une modification du processus de production, modification qui seule justifierait, selon une méthodologie marxiste, la caractérisation d'une nouvelle forme de mode de production capitaliste.

Mais par delà cette vulgarité des théories staliniennes, on s'aperçoit que le problème de la nature de l'Etat est complètement escamoté. L'Etat est présenté comme une institution neutre en soi, dont les monopoles font un usage pervers au service de leurs objectifs. Il suffit alors de substituer à leur influence, celle des "représentants des travailleurs(...); dont l'efficacité est directement fonction de leur connaissance des besoins réels des travailleurs"\*\*\*.

On voit clairement l'objectif de ces analyses : justifier scientifiquement (?) les pratiques réformistes des dirigeants du PCF. L'inspiration vient nettement du type d'analyse qu'ont pu faire le grand économiste bourgeois Keynes et ses disciples : " Les nationalisations : La chance principale de notre économie (...) rendant possible l'organisation rationnelle (selon quelle raison ?) et la satisfaction des besoins et non le profit, permirent un redressement spectaculaire". Certes, "L'objectif n'est pas de nationaliser mais de réaliser des nationalisations démocratiques".\*\*\*

-----  
\*P Boccara ( Economie et Politique n°185)

\*\* F Lazard ( Economie et Politique n°182-83)

\*\*\* J Brière ( Economie et Politique n° 182-83)